

**L'an deux mil vingt-cinq, mercredi dix-sept décembre à dix-huit heures trente minutes, les membres du conseil municipal de Theix - Noyalou, légalement convoqués le 9 décembre 2025 se sont réunis à la salle du Conseil Municipal sous la présidence de Monsieur Christian SEBILLE, Maire**

**Etaient présents :** M. Antoine, Mme Catrevaux, M. Célard, Mme Coët, Mme Delourme, M. Duranton, Mme Guillerme, Mme Guilbaud, Mme Guillou, Mme Houssaye, Mme Jehanno, Mme Kéryjaouen, Mme Le Bodic, Mme Lecomte Durouil, Mme Le Floch, Mme Legendre, Mme Le Luherne, M. Le Pahun, M. Mouaci (à partir du bordereau 099/2025), Mme Le Mouël, Mme Quintin, M. Rouault, M. Sébille, M. Stevant, M. Thébaut

**Absents ayant donné pouvoir :**

M. Groyer à M. Célard  
Mme Maillot à Mme Houssaye  
M. Quistrebert à M. Sébille  
Mme Pasquier à Mme Lecomte-Durouil  
M. Valiente à Mme Le Bodic

**Absents :** M. Mouaci (arrivé à 18.46 au bordereau 099/2025), Mme El Adib, Mme Rebout

**Secrétaire de séance :** Monsieur Duranton

**Nombre de conseillers en exercice :** 32

**Nombre de conseillers présents :** 24 puis 25 (bordereau 099/2025)

**Absent :** 3 puis 2 (à partir du bordereau 099/2025)

**Nombre de pouvoirs :** 5

**Votants :** 29 puis 30 (à partir du bordereau 099/2025)

**Approbation du procès-verbal du 20 novembre 2025 sous réserve de correction exprimée ci-dessous**

**Demande de compléments de la part de M. STEVANT (phrases en rouge ci-dessous) dans le compte rendu de la séance du 20 novembre 2025.**

Monsieur Stevant poursuit : « Comme vous le savez, la commune avait acquis cette parcelle pour justement empêcher l'installation des gens du voyage (voté à l'unanimité en 2015).

*Christian, Anne vous aviez voté cette délibération + 10 élus de cette salle à cette date.*

La zone STECAL que vous envisagez, pourra demain couvrir les 5 ha restants. La commune remplit déjà les conditions sur la capacité des aires permanentes d'accueil. Nous comprenons mal ce choix et votre position ne règle absolument pas la situation, cette transaction s'apparente plus à du chantage qu'à une régularisation.

Si vous cédez à la pression de cette communauté, c'est la porte ouverte pour renouveler ce genre d'opération illégale sur notre commune ou ailleurs. Actuellement à Talhouët, ils occupent illégalement une grande partie de ce secteur et la commune est toujours en procès avec eux pour travaux illégaux sur des terres agricoles.

Votre présentation dans le bordereau occulte volontairement les maisons du lotissement de Salarun qui jouxtent ce projet ».

Monsieur le Maire répond que les personnes à Talhouët ne sont pas en procès mais ils ont été condamnés à des astreintes financières qu'ils paient.

Monsieur le Maire précise qu'il ne peut pas entendre que rien n'est fait depuis 6 ans car il ne fait que constater que ses prédécesseurs n'ont rien fait de leur côté. Lui au contraire a le courage de chercher une solution à cette situation et d'éviter qu'on renouvelle l'expérience sur d'autres terres agricoles.

Il rappelle que ceux de Talhouët cohabitent depuis des années avec les riverains de Salarun et globalement cela se passe plutôt bien.

*Monsieur Stevant réfute et « ne veut pas que le regroupement des gens de la communauté des gens du voyage à Talhouët vienne constituer un ghetto ingérable dans les années à venir, on ne veut pas de ça. »*

---

**2025-12-17- N°INT 098/2025 – RAPPORT DE CLECT DE GOLFE DU MORBIHAN-VANNES AGGLOMERATION RELATIF AU TRANSFERT DE LA COMPETENCE « EAUX PLUVIALES URBAINES »**

**Monsieur Le Maire expose le bordereau suivant**

*Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L5211-17 et L5216-5,*

*Vu le Code général des impôts, et notamment son article 1609 Nonies C,*

*Vu le rapport adopté à l'unanimité par les membres de la CLECT du 14 novembre 2025,*

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) s'est réunie le 14 novembre dernier pour procéder à l'évaluation des charges transférées relatives **au transfert de la compétence « Eaux pluviales urbaines »**.

Vous trouverez en annexe le rapport de la CLECT.

Ce rapport est transmis à chaque commune membre de la communauté d'agglomération qui doit en débattre et se prononcer sur celui-ci dans un délai de trois mois suivant sa transmission.

**Après en avoir délibéré à l'unanimité, il est proposé à l'assemblée**

**DE VALIDER** le rapport de la CLECT du 14 novembre 2025, tel que présenté en annexe à la présente délibération.

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

---

**2025-12-17- N°FIN 099/2025 – DELIBERATION SUR LA TENUE DU DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026**

**Monsieur QUISTREBERT expose le bordereau suivant**

L'article L.2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) stipule que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure de la dette. Ce rapport donne lieu à débat au Conseil. Pour les collectivités ayant adopté la nomenclature M57, ce débat doit intervenir dans un délai de 10 semaines avant le vote du budget.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) est venu modifier les articles du Code Général des Collectivités Locales relatifs au débat d'orientation budgétaire (DOB). Il est ainsi précisé que l'assemblée délibérante doit désormais

prendre acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB par une délibération qui doit faire l'objet d'un vote.

D'autre part, l'article 13 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 a introduit de nouvelles règles concernant le débat d'orientation budgétaire : « chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :

1. l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;
2. l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes ».

Les éléments de contexte budgétaire national et local, la situation de la commune de Theix-Noyalo ainsi que les orientations budgétaires pour l'exercice 2026 et suivants sont retracés dans le rapport d'orientations budgétaires ci-joint.

Demande d'explications de Mme LE MOUËL sur les variations proposées page 17 du DOB (DGF et DSR).

Monsieur le Maire explique que la DGF diminue légèrement et que la DSR évolue positivement. Ces dotations attribuées par l'Etat sont calculées à partir de plusieurs critères qui dépendent de la conjoncture, des politiques de l'Etat et des variations des critères des autres collectivités.

### **En conséquence, après en avoir débattu, le Conseil Municipal**

**PREND ACTE**, pour le budget Ville, et pour le budget annexe La Grée du Loch de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire pour l'exercice 2026.

---

## **2025-12-17- N°FIN 100/2025 - AUTORISATION D'ANTICIPATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL 2026**

### **Monsieur QUISTREBERT expose le bordereau suivant**

L'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales définit les conditions de réalisation des dépenses d'investissement avant l'adoption du Budget Primitif.

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

L'article L5217-10-9 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule quant à lui que lorsque la section d'investissement comporte des autorisations de programmes avec des crédits de paiement, le Maire peut jusqu'à l'adoption de son budget, liquider et mandater les dépenses d'investissement correspondant aux autorisations ouvertes au cours des exercices antérieurs, dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre égal au tiers des autorisations ouvertes au cours de l'exercice précédent. Les crédits correspondants sont inscrits lors de son adoption

Certaines prestations peuvent nécessiter d'être engagées et réalisées avant le vote du budget primitif 2026. Il est donc nécessaire de prévoir des crédits sur les articles et programmes suivants.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant.

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré à l'unanimité (une abstention Mme Le Mouël) des membres présents et représentés**

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à engager, liquider, et mandater, par anticipation, les dépenses d'investissement sur le budget principal dans la limite d'un montant total de 711 358,00 € ventilé comme ci-dessous :

| BUDGET PRINCIPAL     |  | Crédits ouverts au BP 2025                 |                                    |                             |                                | Crédits ouverts sur DM 2025                 |                                    |                                 |  |   |   |  |
|----------------------|--|--|------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---|------------------------------------|---------------------------------|--|---|---|--|
| Chapitre/<br>Article | Libellé  | Montant des crédits ouverts au BP 2025 (A) | Dont crédits ouverts sur AP/CP (B) | Crédits ouverts sur RAR (C) | Crédits ouverts au BS 2025 (D) | Montant des crédits ouverts par DM 2025 (E) | Dont crédits ouverts sur AP/CP (F) | Crédits ouverts par VC 2025 (G) | Montant global des crédits ouverts (H) = A+C+D+E+G | Montant des dépenses prises en compte (I) = H-B-C-F | Montant de l'autorisation d'engagement jusqu'au vote du BP 2026 |  |
| <b>20</b>            | <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>   | <b>443 416,00</b>                          | <b>335 016,00</b>                  | <b>44 737,20</b>            | <b>0,00</b>                    | <b>7 700,00</b>                             | <b>7 700,00</b>                    | <b>0,00</b>                     | <b>495 853,20</b>                                  | <b>108 400,00</b>                                   | <b>0,00</b>   |  |
| 202                  | frais de réalisation des documents d'urbanisme   | 49 808,00                                  | 49 808,00                          | 2 880,00                    | 0,00                           | 7 700,00                                    | 7 700,00                           | 0,00                            | 60 388,00  | 0,00  | 0,00  |  |
| 2031                 | Frais d'études   | 382 808,00                                 | 282 808,00                         | 8 677,20                    | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 391 485,20   | 100 000,00  | 0,00  |  |
| 2033                 | Frais d'insertion  | 2 400,00                                   | 2 400,00                           | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 2 400,00   | 0,00  | 0,00  |  |
| 2051                 | Concessions, droits similaires   | 8 400,00                                   | 0,00                               | 33 180,00                   | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 41 580,00  | 8 400,00  | 0,00  |  |
| <b>204</b>           | <b>SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES</b>  | <b>186 882,00</b>                          | <b>0,00</b>                        | <b>87 058,00</b>            | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                     | <b>273 940,00</b>                                  | <b>186 882,00</b>                                   | <b>46 720,00</b>  |  |
| 20414                | Subventions d'équipement de l'Etat - voirie  | 0,00                                       | 0,00                               | 69 440,00                   | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 69 440,00  | 0,00  | 0,00  |  |
| 204132               | Subventions d'équipement du Département - bâtiments et installations                               | 0,00                                       | 0,00                               | 6 873,00                    | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 6 873,00   | 0,00  | 0,00  |  |
| 2041582              | Subventions d'équipement Autres groupements bâtiments et installations- bâtiments et installations | 0,00                                       | 0,00                               | 10 745,00                   | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 10 745,00  | 0,00  | 0,00  |  |
| 2046                 | Attribution de compensation d'investissement   | 186 882,00                                 | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 186 882,00   | 186 882,00  | 46 720,00   |  |
| <b>21</b>            | <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>   | <b>1 917 041,00</b>                        | <b>23 864,00</b>                   | <b>508 808,31</b>           | <b>508 114,79</b>              | <b>5 500,00</b>                             | <b>0,00</b>                        | <b>-2 700,00</b>                | <b>2 936 764,10</b>                                | <b>2 404 091,79</b>                                 | <b>346 388,00</b>   |  |
| 2111                 | Terrains nus   | 917 617,00                                 | 0,00                               | 0,00                        | 388 114,79                     | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 1 305 731,79                                       | 1 305 731,79  | 220 000,00  |  |
| 2112                 | Terrains de voirie   | 6 300,00                                   | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 6 300,00   | 6 300,00  | 0,00  |  |
| 2116                 | Cimetières   | 10 000,00                                  | 0,00                               | 13 839,94                   | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 23 839,94  | 10 000,00   | 0,00  |  |
| 2121                 | Plantations d'arbres et d'arbustes   | 15 000,00                                  | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 15 000,00  | 15 000,00   | 3 750,00  |  |
| 2128                 | Autres agencements et aménagements   | 444 500,00                                 | 10 000,00                          | 33 950,40                   | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 478 450,40   | 434 500,00  | 20 000,00   |  |
| 21316                | Équipements du cimetière   | 68 000,00                                  | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 68 000,00  | 68 000,00   | 0,00  |  |
| 21351                | Installations générales, agencements, aménagements des constructions                               | 186 700,00                                 | 0,00                               | 94 182,52                   | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | -2 700,00                       | 278 182,52   | 184 000,00  | 35 000,00   |  |
| 2138                 | Autres constructions   | 13 864,00                                  | 13 864,00                          | 103 579,56                  | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 117 443,56   | 0,00  | 0,00  |  |
| 2151                 | Réseaux de voiries   | 0,00                                       | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 0,00   | 0,00  | 0,00  |  |
| 2152                 | Installations de voirie  | 38 000,00                                  | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 38 000,00  | 38 000,00   | 9 500,00  |  |
| 21534                | réseaux d'électrification  | 0,00                                       | 0,00                               | 471,88                      | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 471,88   | 0,00  | 0,00  |  |
| 21538                | Autres réseaux   | 50 000,00                                  | 0,00                               | 208 801,98                  | 0,00                           | 6 500,00                                    | 0,00                               | 0,00                            | 265 301,98   | 56 500,00   | 14 125,00   |  |
| 21568                | Autres matériel, outillage incendie  | 10 000,00                                  | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 10 000,00  | 10 000,00   | 0,00  |  |
| 215738               | Autre matériel et outillage de voirie  | 0,00                                       | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 0,00   | 0,00  | 0,00  |  |
| 215731               | Matériel roulant   | 0,00                                       | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 0,00   | 0,00  | 0,00  |  |
| 21578                | Autre matériel technique   | 0,00                                       | 0,00                               | 1 163,80                    | 120 000,00                     | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 121 163,80   | 120 000,00  | 5 000,00  |  |
| 2158                 | Autres installations, matériel et outillages techniques  | 60 000,00                                  | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 60 000,00  | 60 000,00   | 15 000,00   |  |
| 21622                | Dépenses ultérieures immobilisées sur biens historiques et culturels mobiliers                     | 0,00                                       | 0,00                               | 18 898,74                   | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 18 898,74  | 0,00  | 0,00  |  |
| 21828                | Autres matériels de transports   | 0,00                                       | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 0,00   | 0,00  | 0,00  |  |
| 21831                | Matériel informatique scolaire   | 5 490,00                                   | 0,00                               | 235,20                      | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 5 725,20   | 5 490,00  | 1 372,00  |  |
| 21838                | Autre matériel informatique  | 27 760,00                                  | 0,00                               | 242,40                      | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 28 002,40  | 27 760,00   | 6 940,00  |  |
| 21841                | Matériel de bureau et mobilier scolaire  | 3 770,00                                   | 0,00                               | 942,80                      | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 4 712,80   | 3 770,00  | 942,00  |  |
| 21848                | Autres matériels de bureau et mobiliers  | 22 893,00                                  | 0,00                               | 19 560,00                   | -1 000,00                      | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 41 453,00  | 21 893,00   | 5 473,00  |  |
| 2185                 | Matériel de téléphonie   | 3 600,00                                   | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 3 600,00   | 3 600,00  | 900,00  |  |
| 2188                 | Autres immobilisation corporelles  | 33 547,00                                  | 0,00                               | 12 939,09                   | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 46 486,09  | 33 547,00   | 8 386,00  |  |

| BUDGET PRINCIPAL     |   | Crédits ouverts au BP 2025                 |                                    |                             |                                | Crédits ouverts sur DM 2025                 |                                    |                                 |  |   |   |  |
|----------------------|---|--|------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---|------------------------------------|---------------------------------|--|---|---|--|
| Chapitre/<br>Article | Libellé   | Montant des crédits ouverts au BP 2025 (A) | Dont crédits ouverts sur AP/CP (B) | Crédits ouverts sur RAR (C) | Crédits ouverts au BS 2025 (D) | Montant des crédits ouverts par DM 2025 (E) | Dont crédits ouverts sur AP/CP (F) | Crédits ouverts par VC 2025 (G) | Montant global des crédits ouverts (H) = A+C+D+E+G | Montant des dépenses prises en compte (I) = H-B-C-F | Montant de l'autorisation d'engagement jusqu'au vote du BP 2026 |  |
| <b>23</b>            | <b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>   | <b>3 482 194,00</b>                        | <b>2 192 194,00</b>                | <b>245 579,74</b>           | <b>0,00</b>                    | <b>-17 000,00</b>                           | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                     | <b>3 710 773,74</b>                                | <b>1 273 000,00</b>                                 | <b>318 250,00</b>   |  |
| 2312                 | Immobilisations corporelles en cours- agencements et aménagements de terrains         | 0,00                                       | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 0,00   | 0,00  | 0,00  |  |
| 2313                 | Immobilisations corporelles en cours- constructions                                   | 2 389 194,00                               | 2 192 194,00                       | 245 579,74                  | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 2 634 773,74                                       | 197 000,00  | 49 250,00   |  |
| 2315                 | Immobilisations corporelles en cours- installations, matériel et outillage techniques | 1 093 000,00                               | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | -17 000,00                                  | 0,00                               | 0,00                            | 1 076 000,00                                       | 1 076 000,00  | 269 000,00  |  |
| <b>26</b>            | <b>PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHES</b>   | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   |  |
| <b>261</b>           | <b>Titres de participation</b>  | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   |  |
| <b>4581</b>          | <b>OPÉRATIONS SOUS MANDAT</b>   | <b>32 600,00</b>                           | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                 | <b>0,00</b>                    | <b>17 000,00</b>                            | <b>0,00</b>                        | <b>2 700,00</b>                 | <b>52 300,00</b>                                   | <b>52 300,00</b>                                    | <b>0,00</b>   |  |
| 4581-01              | Opérations sous mandat- eaux pluviales rue du moustair                                | 0,00                                       | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 0,00   | 0,00  | 0,00  |  |
| 4581-02              | Opérations sous mandat- eaux pluviales rues   | 16 700,00                                  | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 1 100,00                        | 17 800,00  | 17 800,00   | 0,00  |  |
| 4581-04              | Opérations sous mandat- eaux pluviales village de Cleisse                             | 0,00                                       | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 0,00                            | 0,00   | 0,00  | 0,00  |  |
| 4581-05              | Opérations sous mandat- eaux pluviales rue de Burghennec                              | 15 900,00                                  | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 0,00  | 0,00                               | 1 600,00                        | 17 500,00  | 17 500,00   | 0,00  |  |
| 4581-06              | Opérations sous mandat- eaux pluviales rue Sainte Brigitte                            | 0,00                                       | 0,00                               | 0,00                        | 0,00                           | 17 000,00                                   | 0,00                               | 0,00                            | 17 000,00  | 17 000,00   | 0,00  |  |
| <b>TOTAL</b>         |   | <b>6 062 133,00</b>                        | <b>2 551 074,00</b>                | <b>886 183,25</b>           | <b>508 114,79</b>              | <b>13 200,00</b>                            | <b>7 700,00</b>                    | <b>0,00</b>                     | <b>7 469 631,04</b>                                | <b>4 024 673,79</b>                                 | <b>711 358,00</b>   |  |

**DONNE TOUT POUVOIR** au maire pour signer tous les actes et documents en vue d'accomplir toutes formalités qui s'avèreraient nécessaire.

---

**2025-12-17- N°FIN 101/2025 – TEIZITHON 2025 – OPERATION DES ENFANTS FREQUENTANT LE RESTAURANT SCOLAIRE**

**Madame LE BODIC expose le bordereau suivant**

Depuis 2014, la municipalité propose une action au restaurant scolaire dans le cadre du Téléthon.

Cette année, l'action a été réalisée auprès des enfants le 5 décembre.

En contrepartie, il est proposé d'allouer une subvention exceptionnelle au profit de Teizithon d'une somme équivalente à un euro par enfant servi ce jour soit 569 €.

Les communes de Séné et la Trinité-Surzur participent également à cette action caritative, au prorata de leurs effectifs servis, dans le cadre de l'entente pour la production de repas de restauration collective et ont demandé à leur assemblée délibérante respective de voter des subventions exceptionnelles équivalentes.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant.

***Le Conseil Municipal, après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés***

**APPROUVE** la proposition décrite ci-dessus.

**PRECISE** que la somme sera inscrite au budget de la collectivité.

**DONNE POUVOIR** au maire pour prendre toutes les mesures utiles à la bonne conduite du versement de cette subvention.

---

**2025-12-17- N°FIN 102/2025 – ACTUALISATION DE LA VOIRIE CLASSEE DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL**

**Monsieur QUISTREBERT expose le bordereau suivant**

Chaque année, dans le cadre de la répartition de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), la Préfecture sollicite le linéaire de voirie classée dans le domaine public communal, qui figure parmi les critères d'attribution de la D.G.F.

Vu le code général des collectivités locales et notamment les articles L 2334-1 à L2334-23 ;

Vu l'article L141-3 du Code de la Voirie Routière, stipulant que le classement dans le domaine public est prononcé par le conseil municipal, sans enquête publique préalable, dès lors que ce classement n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie ;

Considérant que la longueur de voirie retenue au titre de la Dotation Globale de Fonctionnement au 1er janvier 2025 était de 166,115 kms ;

Vu le recensement des voiries communales effectué par le pôle aménagement et cadre de vie le 17/10/2024 portant à 166,115 kms le linéaire de voirie ;

Considérant la nécessité de mettre à jour le tableau de classement de la voirie dans le domaine public communal et le plan tels qu'ils sont annexés à la présente délibération ;

En conséquence, je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant

***Le Conseil Municipal, après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés***

**ENTERINE** le recensement de voiries dans le domaine public communal tel qu'il est joint à la présente délibération.

**DONNE** pouvoir au maire pour prendre toutes les mesures utiles à la bonne conduite de ce dossier, notamment pour la signature des actes unilatéraux et contractuels y afférents.

---

## **2025-12-17- N°RH 103/2025 – MISE A JOUR DU REGLEMENT INTERIEUR**

**Monsieur le Maire expose le bordereau suivant**

Le règlement intérieur a pour objectif de définir les règles de fonctionnement de l'organisation du travail et des relations sociales (droits, obligations, responsabilités et consignes de sécurité à respecter...). C'est un outil de communication interne pour garantir une connaissance partagée des informations.

Parce qu'il est destiné à organiser la vie dans la collectivité dans l'intérêt de tous, ce règlement s'impose à tout agent quels que soient sa situation statutaire, son rang hiérarchique, son affectation dans les services, la date et la durée de son recrutement.

La réglementation ne fixe pas de cadre général mais il appartient à l'assemblée délibérante d'organiser et de se prononcer sur les règles de fonctionnement et de discipline intérieure, les garanties qui sont attachées à l'application de ces règles, les règles relatives à l'hygiène et la sécurité. Un exemplaire est affiché dans les locaux de travail et un exemplaire est remis à tout nouvel agent.

Il convient d'actualiser le règlement intérieur en vigueur et d'ajouter de nouveaux éléments présentés lors du Comité Social Territorial du 16 septembre 2025 et du 8 décembre 2025 :

- Précisions sur l'annualisation et le décompte des jours de maladie
- Précisions sur les jours de fractionnement
- Mise à jour sur les conditions d'alimentation et d'utilisations du CET (monétisation)
- La suppression du report des heures négatives
- L'indemnité de congés annuels non pris.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant.

***Le Conseil Municipal, après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés***

**APPROUVE** la modification du règlement intérieur ainsi présentée.

---

## **2025-12-17- N°RH 104/2025 – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

**Monsieur le Maire expose le bordereau suivant**

Il est proposé au Conseil Municipal, dans le respect des conditions statutaires obligatoires, de modifier le tableau des effectifs de la commune :

- En créant un poste afin de répondre à un besoin pérenne de la collectivité,
- En supprimant certains postes vacants suite aux différents mouvements du personnel et aux évolutions de carrières.

Par conséquent, il appartient au Conseil Municipal :

- De créer un emploi permanent au tableau des effectifs compte tenu des éléments développés ci-dessus :

| Pôle                        | Objet                                      | Nombre de postes | Grade concerné | Fonction occupée         | DHS           | Date de création |
|-----------------------------|--|------------------|----------------|--------------------------|---------------|------------------|
| Aménagement et cadre de vie | Fin de contrat sur un emploi non permanent | 1                | Technicien     | Responsable informatique | Temps complet | 01/01/2026       |

Si cet emploi n'est pas pourvu par un fonctionnaire, le contrat de l'agent concerné sera alors conclu selon les conditions :

- de l'article L.332-14 du code précité, pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire pour une durée déterminée d'un an et prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année,
  - de l'article L.332-8-2° du code général de la fonction publique, pour une durée de 3 ans maximum. Il devra dans ce cas justifier de diplômes homologués correspondant aux fonctions occupées et la rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.
- De supprimer des postes au tableau des effectifs compte tenu des éléments développés ci-dessus :

| Pôle             | Nombre de postes | Grade   | DHS                  | Motifs  | Date de suppression |
|------------------|------------------|---|----------------------|---|---------------------|
| Ressources       | 1                | Adjoint administratif pal 1 <sup>ère</sup> cl | Temps complet        | Mutation                                      | 01/01/2026          |
| Aménagement      | 1                | Adjoint administratif pal 1 <sup>ère</sup> cl | Temps complet        | Départ en retraite                            | 01/01/2026          |
|                  | 1                | Rédacteur pal 1 <sup>ère</sup> cl             | Temps complet        | Départ en retraite                            | 01/01/2026          |
| Enfance jeunesse | 1                | Agent social pal 1 <sup>ère</sup> cl          | 34/35 <sup>ème</sup> | Nomination interne suite concours             | 01/01/2026          |
|                  | 2                | Adjoint animation pal 1 <sup>ère</sup> cl     | Temps complet        | Mutation<br>Nomination interne suite concours | 01/01/2026          |
|                  | 1                | ASTEM pal 1 <sup>ère</sup> cl                 | Temps complet        | Départ en retraite                            | 01/01/2026          |
|                  | 1                | Animateur                                     | Temps complet        | Mutation                                      | 01/01/2026          |

Ces modifications au tableau des effectifs ne modifient pas les effectifs de la collectivité.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant.

**Le Conseil Municipal après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés**

**DECIDE** de modifier le tableau des effectifs de la commune tenant compte des modifications indiquées ci-dessus.

**DONNE** pouvoir au maire pour prendre toutes les mesures utiles à la bonne conduite du dossier, notamment pour la signature des actes unilatéraux et contractuels y afférents.

**DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget de l'année.

---

**2025-12-17- N°SCO 105/2025 – PARTICIPATION A L'ACCOMPAGNEMENT EDUCATIF AU COLLEGE COUSTEAU – ANNEE 2026**

**Madame KERY JAOUEN expose le bordereau suivant**

Le Collège Cousteau à Séné propose à ses élèves, en partenariat avec la commune de Séné, des activités sur le temps du midi dans le cadre d'un dispositif d'accompagnement éducatif hors temps scolaire.

Un nombre significatif de collégiens étant domiciliés sur la commune de Theix-Noyal, la commune est sollicitée pour participer au financement de ce dispositif. Cette action s'inscrit dans une volonté de cohérence éducative entre les différents acteurs du territoire.

Pour l'année 2026, les objectifs pédagogiques définis par la convention visent à :

- Contribuer à l'épanouissement des jeunes à travers des activités variées ;
- Développer leur sens des responsabilités, leur curiosité et leurs compétences ;
- Favoriser la cohésion sociale et la citoyenneté.

Le coût total de la prestation pour l'année 2026 s'élève à 1 575 €. Selon le principe de partenariat établi, le financement est réparti à parts égales entre les trois parties : le Collège Cousteau, la commune de Séné et la commune de Theix-Noyal, soit une participation de 525 € par entité.

Pour faciliter la gestion administrative et budgétaire, la commune de Séné propose de financer l'ensemble des intervenants et de solliciter ensuite le remboursement de leur quote-part auprès des partenaires.

Le détail financier est le suivant :

| Modules                     | Nombre de séances | Coût de la séance | Coût total du module | Participation de la commune de Theix-Noyal | Participation de la commune de Séné | Participation du collège Cousteau sur les crédits d'Etat accompagnement éducatif |
|-----------------------------|-------------------|-------------------|----------------------|--|-------------------------------------|--|
| Sophrologie                 | 15                | 105 €             | 1 575 €              | 525,00 €                                   | 525,00 €                            | 525,00 €   |
| Acompte versé en mars (30%) |                   |                   |                      | 157,50 €                                   | 157,50 €                            | 157,50 €   |
| Solde versé en juin (70%)   |                   |                   |                      | 367,50 €                                   | 367,50 €                            | 367,50 €   |

Les versements de la commune de Theix-Noyalot s'effectueront selon l'échéancier suivant :

Un acompte de 30 % en début de programmation (soit 157,50 €) ;

Le solde de 70 % en fin de programmation (soit 367,50 €).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer sur ce projet.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés**

**VALIDE** le renouvellement du partenariat pour la mise en œuvre d'activités éducatives au Collège Cousteau pour l'année 2026.

**APPROUVE** la participation financière de la commune de Theix-Noyalot fixée à 525,00 €.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat relative à ce dispositif ainsi que tout acte nécessaire à son exécution.

---

## **2025-12-17- N°JUR 106/2025 – DECISIONS MUNICIPALES PRISES EN VERTU DE L'ARTICLE L2122-22 DU CGCT**

Conformément à l'article L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire doit rendre comptes des décisions municipales prises dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal (article L.2122-22 du CGCT).

En application de ces dispositions, les décisions prises par le Maire ou son représentant sont listées ci-après.

Il est également rendu compte des marchés conclus sur le fondement des délégations accordées.

Il est donc rendu compte ci-après

- Des décisions
- Des marchés passés après procédure adaptée

|                        |  |                     |  |
|------------------------|--|---------------------|--|
| 2025-062 du 07/11/2025 | Accord-cadre 2025-06 - Balayage et nettoyage mécanique des voiries - attribution   |                     | Art. L 2122-22 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) |
| 2025-063 du 10/11/2025 | Accord-cadre 2021-08 - Lot n°2 - Marché subséquent relatif à la réfection de la route du Gravé-modification n°1  |                     | Art. L 2122-22 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) |
| 2025-064 du 20/11/2025 | Marché 2025-01 - Construction d'un équipement sportif et associatif à Plaisance - lot n°3 - gros-œuvre - Modification n°1 du marché                              | 3 659,57 €          | Art. L 2122-22 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) |
| 2025-065 du 20/11/2025 | Marché 2025-09 - Fournitures de produits de boulangerie et de pâtisserie 2026 - attribution  | 10 000 € - 30 000 € | Art. L 2122-22 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) |
| 2025-066 du 26/11/2025 | Accord-cadre 2021-08 - Lot n°2 - Marché subséquent relatif à la réfection de la route du Gravé-modification n°2  |                     | Art. L 2122-22 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) |
| 2025-067 du 26/11/2025 | Marché 2022-02 - Entretien ménager et nettoyage des surfaces vitrées des bâtiments communaux- Lots n°1 - Avenant n°4 – Annule et remplace la décision n°2025/060 | 2 666,45 €          | Art. L 2122-22 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) |

|                        |  |         |  |
|------------------------|--|---------|--|
| 2025-068 du 26/11/2025 | Don de la Junior Association "Les acteurs de l'avenir" - Voyage à Disney | 69,95 € | Art. L 2122-22 alinéa 9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) |
|------------------------|--|---------|--|

Monsieur le Maire, à la demande de Mme Le Mouël, explicite ces décisions prises au cours de la période.

**M. le Maire informe le Conseil Municipal :**

- du recours déposé contre l'installation de l'enseigne LIDL à Atlantheix par l'enseigne Carrefour contre la partie commerciale du permis de construire délivrée par la mairie. La municipalité a pris l'attache d'un avocat pour défendre le dossier.

- du recours contre le bordereau relatif à l'achat de terres au Clérigo le 20 novembre dernier par le groupe « *Avec Vous, Continuons Theix-Noyal* ». Le dossier a été transmis auprès du conseil juridique de la commune. En réponse à l'interrogation de Mme Coët, ce recours n'est pas suspensif.

- de l'abandon du projet de restaurant salle du Marronnier par le porteur de projet qui en a informé la commune par courrier compte tenu de la conjoncture économique.

Pour donner suite au travail collaboratif porté par Mme Le Bodic depuis 3 ans et M. Ledan du PNR dans le cadre de l'élaboration de l'Atlas sur la Biodiversité, le livre intitulé « **L'extraordinaire nature de Theix-Noyal** » est offert à tous les membres du Conseil Municipal.

**Clôture de la séance à 19 h 30**

## Conseil municipal du 17 décembre 2025

|                                     |                                    |                                  |
|-------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|
| <b>Christian SEBILLE</b>            | <b>Luc QUISTREBERT</b><br>Absent   | <b>Anne JEHANNO</b>              |
| <b>Yoann THEBAUT</b>                | <b>Danielle CATREVAUX</b>          | <b>Alain CELARD</b>              |
| <b>Isa KERYJAOUEN</b>               | <b>Anne Marie LE FLOCH</b>         | <b>Caroline LE BODIC</b>         |
| <b>Ludivine LE LUHERNE</b>          | <b>Myriam LECOMTE DUROUIL</b>      | <b>Thierry DURANTON</b>          |
| <b>Stéphanie DELOURME</b>           | <b>Nadine QUINTIN</b>              | <b>Khadija REBOUT</b><br>Absente |
| <b>Christiane GUILBAUD</b>          | <b>Sullivan VALIENTE</b><br>Absent | <b>Ikram EL ADIB</b><br>Absente  |
| <b>Marie Jo PASQUIER</b><br>Absente | <b>Jean-Claude ROUAULT</b>         | <b>Martine GUILLERME</b>         |
| <b>Madani MOUACI</b>                | <b>Hélène COET</b>                 | <b>Benoît GROYER</b><br>Absent   |
| <b>Didier LE PAHUN</b>              | <b>Sandrine LEGENDRE</b>           | <b>Marie-Christine GUILLOU</b>   |
| <b>Francis ANTOINE</b>              | <b>Paulette MAILLOT</b><br>Absente | <b>Gilbert STEVANT</b>           |
| <b>Denise HOUSSAYE</b>              | <b>Claire LE MOUEL</b>             |                                  |

